

PLAN D'ACTION STRATEGIQUES 2008



**PLAN D' ACTIONS
STRATEGIQUES 2008**

S O M M A I R E

LE MOT DU MINISTRE	9
NOTE DE PRESENTATION	17
OBJECTIF GENERAL	27
TABLEAUX SYNOPTIQUES DES OBJECTIFS SPECIFIQUES	29
Objectif spécifique 1	31
Objectif spécifique 2	34
Objectif spécifique 3	35
Objectif spécifique 4	37
Objectif spécifique 5	41
Objectif spécifique 6	43
Objectif spécifique 7	45
Objectif spécifique 8	46
Objectif spécifique 9	49
Objectif spécifique 10	51
Objectif spécifique 11	57
CONCLUSION	61
LISTE DSE ABREVIATIONS	65



LE MOT DU MINISTRE



Conformément au cadre de gestion mis en place depuis 2006, le présent **Plan d'Actions Stratégiques 2008** résulte des travaux du « séminaire bilan 2007 et perspectives 2008 », organisé par le Ministère de l'Economie et des Finances, le 8 mars 2008, à Yamoussoukro.

Il retrace les orientations stratégiques et les actions novatrices majeures proposées par les différentes structures, pour répondre efficacement aux attentes du Gouvernement.

Ce document qui définit l'objectif global à atteindre et les objectifs spécifiques qui s'y rattachent, pour l'exercice 2008, constitue un canevas commun de travail qui allie à la fois transparence, rigueur et efficacité de l'action administrative, pour le Cabinet, les Services rattachés, les Directions Générales et les structures sous tutelle.

Pour faciliter son utilisation, il est nécessaire de présenter succinctement, le contexte économique à fin 2007, la philosophie qui sous-tend le présent plan et les objectifs recherchés.

I - RAPPEL DU CONTEXTE ECONOMIQUE EN 2007

La Côte d'Ivoire sort, lentement, mais sûrement, d'une crise profonde qui a failli détériorer les fondamentaux de son système économique.

La situation sociale a été lourdement affectée par ces années de crise. Ainsi, le taux de pauvreté a atteint 42,6% en 2006, selon les estimations de la Banque Mondiale. L'Indice de Développement Humain a diminué pour situer la Côte d'Ivoire au 163ème rang mondial sur 177 pays.

Fort heureusement, les résultats obtenus depuis 2004, avec le retour à un taux de croissance positif, nous incitent à l'optimisme. Cette tendance a été confirmée au terme de l'année 2007, par un rythme de croissance du PIB positif de 1,5%.

Cette performance résulte notamment du redressement enregistré au niveau du secteur secondaire (+ 1,5%) et du dynamisme du secteur tertiaire (+ 2,6%).

En outre, l'activité a bénéficié du retour de la confiance des ménages et des entreprises, après la signature de l'Accord politique de Ouagadougou en mars 2007.

De plus, la conclusion d'un programme d'Assistance d'Urgence Post-Conflit (AUPC), suivie des accords de financement avec la Banque Mondiale et la BAD, a fortement contribué à rassurer les opérateurs économiques sur les perspectives de normalisation et de reprise des activités.

Par ailleurs, nonobstant les hausses des prix de certains produits alimentaires de grande consommation, l'inflation a été contenue à 1,9%, grâce aux mesures prises par le Gouvernement et à un meilleur approvisionnement du marché en produits vivriers.

Au niveau des finances publiques, l'optimisation du potentiel fiscal et de la dépense publique a permis de faire face aux principaux engagements de l'Etat. Ces efforts de gestion ont permis d'obtenir un solde primaire de base d'au moins 0,6% du PIB.

Les ressources collectées ont été orientées vers le financement du programme de sortie de crise, le règlement des dépenses liées au fonctionnement normal de l'administration et le règlement de certaines échéances de la dette publique intérieure et extérieure, ainsi qu'aux investissements, notamment dans les secteurs sociaux.

Parallèlement, les efforts déployés ont permis de renouer avec les partenaires au développement avec qui, les discussions se poursuivent pour conclure divers programmes, en vue du soutien financier à la sortie de crise et à la relance économique post- conflit.

Au regard de ce tableau, les bases d'une relance économique durable et d'une croissance soutenue pour les prochaines années existent.

L'année 2008, étape décisive du processus de paix en cours, cumule de nombreux défis au nombre desquels figure en bonne place la capacité du Ministère à assurer :

- le financement adéquat des programmes de sortie de crise ;
- la pleine reprise de la coopération avec les partenaires au développement ;
- le fonctionnement normal de l'administration ;
- la reprise des activités économiques sur toute l'étendue du territoire, etc.

Ces différentes contraintes dont les incidences financières excèdent les capacités de mobilisation de ressources propres, nécessitent la mise en place d'une stratégie ingénieuse de financement.

A cet effet, nous devons faire preuve de plus de rigueur et d'abnégation, pour consolider les acquis et réussir la normalisation de la situation économique et financière.

II - BASE PHILOSOPHIQUE DU PLAN D' ACTIONS STRATEGIQUES

Disposer d'un cadre de visibilité de l'action administrative est pour nous une priorité. En effet, la veille stratégique, l'éveil des esprits et la contribution à une vision partagée constituent les fondements de notre approche de la gestion des services publics

C'est le pari à gagner pour une administration économique et financière éprouvée elle aussi par de longues années de crise. Il s'agit d'arriver à bâtir une stratégie globale permettant d'aboutir à un équilibre macro-économique de long terme.

Le Plan d'Actions Stratégiques 2008 devra, par l'appropriation effective qu'en feront les premiers responsables des structures, leurs comités de Directions respectifs et l'ensemble des agents, nous permettre d'affirmer avec conviction que «une administration partageant la culture de l'évaluation et du résultat, c'est possible en Côte d'Ivoire et c'est effectif au Ministère de l'Economie et des Finances».

III - OBJECTIFS DU PLAN D' ACTIONS STRATEGIQUES

Le présent Plan d'Actions Stratégiques vise à accompagner efficacement le programme de sortie de crise et parvenir à la conclusion du programme de Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) ainsi qu'au point de décision de l'initiative PPTE.

Cet objectif général se décline en onze (11) objectifs spécifiques. Ce sont :

1. Renforcer le rôle de veille sur les principaux indicateurs macroéconomiques ;
2. Impulser le processus d'intégration sous régionale ;
3. Consolider la normalisation de la gestion budgétaire et donner au budget, la plénitude de son rôle d'instrument de relance économique ;
4. Poursuivre les réformes et les actions de lutte contre la fraude, la contrebande et la contrefaçon définies avec le secteur privé ;
5. Conforter la maîtrise du tissu fiscal ;
6. Elaborer une stratégie efficace de gestion de la trésorerie et de traitement qualitatif des engagements intérieurs de l'Etat ;

7. Veiller à l'application effective des recommandations des Organismes Communautaires ;
8. Intensifier et assurer une bonne coordination des missions de contrôle et d'inspection ;
9. Améliorer la communication institutionnelle ;
10. Accroître les potentialités et moderniser les outils de gestion des structures ;
11. Œuvrer au renforcement des capacités et à la modernisation des outils de gestion managériale.

IV - MISE EN ŒUVRE ET SUIVI EVALUATION

La collaboration des services et structures sous tutelle aux différentes phases du processus d'élaboration du Plan d'Actions Stratégiques dénote de l'adhésion et de la convergence, quant à sa mise en œuvre et à son suivi-évaluation.

La culture du résultat implique l'évaluation de l'action pour garantir l'impact escompté ou y apporter, dans les délais, les corrections nécessaires.

Conformément aux années précédentes, deux évaluations sont prévues : une, à mi-parcours (30 juin 2008) et une autre, en fin d'année (31 décembre 2008). L'équipe d'évaluation permanente dont les séances sont ouvertes à toutes les structures, comprend les points focaux des Directions Générales, des Services rattachés et des membres du Cabinet.

Je mesure pleinement que notre ambition pourrait être contrariée par des difficultés de natures diverses. Ces situations ne doivent cependant pas altérer les innombrables atouts qui sous-tendent notre conviction. Ce sont :

- la qualité des ressources humaines, avec le leadership et le management que nous ambitionnons ensemble d'améliorer à grande échelle ;
- le formidable esprit de solidarité, de cohésion interne et de discipline dont nous avons toujours su faire preuve ;
- l'engagement individuel et collectif de tous les acteurs du Département à la réalisation de l'objectif commun.

Fort de ce potentiel, ce dispositif de coordination et de gestion que constitue le Plan d'Actions Stratégiques devra nous faciliter la réalisation des grands chantiers qui nous attendent, au titre de l'année 2008.

Ensemble, nous pouvons hisser l'Administration Economique et Financière au diapason de la modernité.

Charles K. DIBY



NOTE DE PRESENTATION

Le Plan d'Actions Stratégiques regroupe les actions concrètes inscrites par objectif spécifique et non par structure. Cette présentation intégrée permet d'atteindre, à partir des efforts conjugués des structures, l'objectif principal.

Chaque objectif spécifique répond au souci d'orienter et de projeter les actions du Ministère sur le court et le moyen termes.

La présentation succincte des objectifs spécifiques ainsi que des composantes du tableau synoptique regroupant les différentes actions, s'avère nécessaire.

I - PRESENTATION SUCCINCTE DES OBJECTIFS SPECIFIQUES

I.1 - Renforcer le rôle de veille sur les principaux indicateurs macroéconomiques

Afin d'aborder la période post crise dans un environnement propice à l'éclosion des activités économiques, il convient de bâtir une politique économique orientée vers l'utilisation effective des leviers de la relance. Dans cette optique, cette politique doit intégrer les potentiels existants, l'anticipation dans l'action sur les risques de perturbations des prévisions économiques et financières ainsi que la coordination de la production de statistiques fiables pour répondre aux différents besoins d'information.

Aussi, ce premier objectif vise-t-il à renforcer la veille stratégique et à impulser les réformes macroéconomiques qui s'imposent.

I.2 - Impulser le processus d'intégration sous régionale

La présence de la Côte d'Ivoire dans le processus d'intégration doit être marquée par l'affirmation de son rôle de locomotive dans la sous région. Ce leadership doit s'affirmer davantage, en termes d'initiatives concernant l'animation des institutions communautaires, les axes d'orientation stratégiques et les textes réglementaires.

L'objectif spécifique 2 vise donc à remettre en scelle les services concernés du Ministère, pour une approche plus dynamique dans l'animation de ce processus d'intégration.

I.3 - Consolider la normalisation de la gestion budgétaire et donner au budget, la plénitude de son rôle d'instrument de relance économique

Le budget de l'Etat se présente comme le véritable instrument de politique économique pour les pays de l'UEMOA. Pour permettre à la Côte d'Ivoire d'en disposer pleinement, il faut engager des réformes complémentaires en se fondant sur les résultats obtenus avec le dispositif actuel de gestion des finances publiques.

A travers l'objectif spécifique 3, il s'agit de consolider les acquis de l'année 2007 par la réalisation des mesures d'accompagnement du budget 2008. Ces mesures sont, entre autres, la mise en œuvre rigoureuse de la régulation budgétaire, le respect des procédures et l'encadrement strict des exceptions et les mesures d'optimisation de la dépense publique.

Il s'agit, en outre, de finaliser le budget 2009, conformément au calendrier de préparation afin de revenir pleinement à l'orthodoxie budgétaire.

I.4 - Poursuivre les réformes et les actions de lutte contre la fraude, la contrebande et la contrefaçon avec le secteur privé

L'objectif spécifique 4 vise à élargir et à rendre plus dynamique la plate forme commune de lutte contre ces fléaux à grande capacité de mutation, afin de sécuriser les recettes et d'assurer la fluidité des procédures.

En effet, la fragilité et la vulnérabilité de nos industries du fait de la crise, de la concurrence extérieure, devenue plus rude avec les Accords de Partenariat Economique, et les distorsions liées à la fraude, à la contrefaçon et à la contrebande, imposent la mise en œuvre d'actions concertées de lutte entre l'administration et le secteur privé.

De plus, la lutte contre ces fléaux doit prendre en compte la dimension financière qui se traduit par le blanchiment d'argent et autres formes de fraude financière. Elle passe également par le redéploiement des services fiscaux dans les zones Centre Nord Ouest, par leur présence effective et leur fonctionnement normal.

I.5 - Conforter la maîtrise du tissu fiscal

Cet objectif vise à améliorer le niveau de recouvrement des recettes fiscales. Dans ce sens, les actions d'incitation au civisme fiscal et les autres réformes engagées au niveau de la Direction Générale des Impôts doivent être poursuivies et renforcées, afin d'accroître les performances de recouvrement des recettes fiscales intérieures, dont l'importance dans le budget de l'Etat, n'est plus à démontrer.

A cet effet, la forte décentralisation des services devrait permettre un meilleur encadrement du tissu fiscal ainsi que la montée en puissance des impôts à faible rendement, comme l'impôt foncier.

De plus, les réflexions en cours sur la recherche de la compétitivité de l'économie ivoirienne doivent être finalisées pour appréhender, avec certitude, les stratégies viables et efficaces de développement du secteur privé.

I.6 - Elaborer une stratégie efficace de gestion de la trésorerie et de traitement qualitatif des engagements intérieurs

A travers cet objectif spécifique n°6, il s'agit de tenir compte de la délicatesse de la gestion de la trésorerie de l'Etat, en cette période marquée par d'importantes sollicitations pour le financement des dépenses urgentes.

A cet égard, il est impérieux d'élaborer une stratégie globale de gestion de l'ensemble des engagements de l'Etat, en intégrant notamment, les programmes de sortie de crise et l'incidence financière des mesures en faveur de certaines corporations.

Un accent particulier devra être mis sur la politique de traitement de la dette intérieure, avec la définition d'indicateurs de performance, en matière de règlement et de traitement équitable des fournisseurs de l'Etat.

En outre, l'affirmation du rôle d'animateur crédible du marché financier et notre capacité de recouvrement des recettes non fiscales doivent occuper une place importante dans la mobilisation des ressources.

I.7 - Veiller à l'application effective des recommandations des organismes communautaires

La bonne tendance enregistrée en 2007 devra s'accroître en 2008, avec des institutions viables, respectant les normes communautaires.

A cet effet, la poursuite de l'assainissement du secteur financier passe par l'affirmation de la tutelle et la surveillance de la mise en œuvre des recommandations des organismes communautaires au niveau des banques, des assurances, des établissements financiers et des institutions de micro finance.

L'objectif spécifique 7 vise d'une part, à rechercher une bonne synergie entre le secteur financier et celui de la micro finance, et d'autre part, à amener le secteur financier à jouer pleinement son rôle d'appui aux initiatives des opérateurs économiques. Ce secteur devra être en mesure de répondre aux besoins de crédit à l'économie induits par la relance de la demande intérieure.

I.8 - Intensifier et assurer une bonne coordination des missions de contrôle et d'inspection

La pratique de la bonne gouvernance exige l'exercice effectif des fonctions de suivi-évaluation et de contrôle régulier de l'action administrative.

Dans ce cadre, cet objectif spécifique 8 vise à engager, sous la houlette de l'Inspection Générale des Finances, un plan d'intervention, mettant en exergue le relèvement du niveau d'activités des services et le respect des règles de gouvernance, parfois mises à mal dans les Etablissements Publics Nationaux, les Sociétés d'Etat et Sociétés à Participation Financière Publique.

I.9 - Améliorer la communication institutionnelle

La politique de communication démarrée en 2007 avec l'information du Conseil des Ministres et des populations sur certaines activités spécifiques devra se poursuivre.

L'objectif spécifique n°9 vise à renforcer les actions de communication, notamment la disponibilité de l'information sur la gestion des programmes économiques et de sortie de crise, la production des états trimestriels d'exécution budgétaire exhaustifs, par les Directeurs des Affaires Administratives et Financières des différents Ministères.

I.10 - Accroître les potentialités et moderniser les outils de gestion des structures

La recherche de performance et d'efficacité doit être la préoccupation constante des structures dont les attributions sont des prérogatives concédées par l'Etat.

Dans ce cadre, cet objectif spécifique 10 invite les différentes structures à finaliser leur réorganisation interne, leur redéploiement ainsi que la modernisation des outils de gestion, afin d'accroître leurs potentialités et contribuer au développement local, par un accompagnement efficace des initiatives régionales.

De plus, les efforts des structures doivent prendre en compte les axes essentiels que sont : l'assainissement de la situation financière, la sécurisation des opérations, le développement des réseaux et de nouveaux produits, de même que la conclusion de partenariats.

I.11 - Œuvrer au renforcement des capacités et à la modernisation des outils de gestion managériale

Le renforcement des capacités, le management des hommes et la modernisation des outils de gestion doivent être pris en compte par toutes les structures.

L'objectif spécifique n°11 s'inscrit dans cette optique, en donnant l'opportunité aux différents services et structures de proposer des formations et des équipements permettant un rendement optimal et des ressources humaines de qualité, avec l'intégration de valeurs relatives au leadership et au management.

II - ELEMENTS CARACTERISTIQUES DU PLAN D' ACTIONS STRATEGIQUES

Le format matriciel retenu pour la présentation du Plan d'Actions Stratégiques permet de fixer pour chaque action, un objectif opérationnel, la structure responsable, la date butoir d'exécution, les indicateurs de suivi, les preuves de réalisation et le barème de notation.

II.1 - Objectif général

L'objectif général exprime la finalité de l'action stratégique opérée. Il formule les orientations à poursuivre et se décline en objectifs spécifiques.

Ces objectifs spécifiques sont structurés par des politiques d'actions, des actions concrètes et des objectifs opérationnels.

II.2 - Politique d'Action et actions concrètes

Une politique d'action est un axe spécifique donnant une orientation qui se décline en un ensemble cohérent d'actions concrètes.

L'action concrète est un acte ou un fait dont la réalisation est objectivement vérifiable.

II.3 - Objectif opérationnel

L'objectif opérationnel est le résultat recherché à travers la mise en œuvre d'une action concrète. Il représente la cible assignée à l'action des structures.

II.4 - Structures responsables

Une action concrète est imputée à une structure unique. Toutefois, lorsqu'une action concerne plusieurs services, chacun s'emploie de façon autonome à sa réalisation.

II.5 - Date butoir

La date butoir de réalisation des actions concrètes est liée à deux périodes d'évaluation, c'est-à-dire une évaluation à mi-parcours, au 30 juin, et une évaluation finale, au 31 décembre.

II.6 - Indicateurs de suivi

Les indicateurs de suivi sont des éléments d'appréciation du niveau d'exécution d'une action concrète donnée.

II.7 - Preuve de réalisation

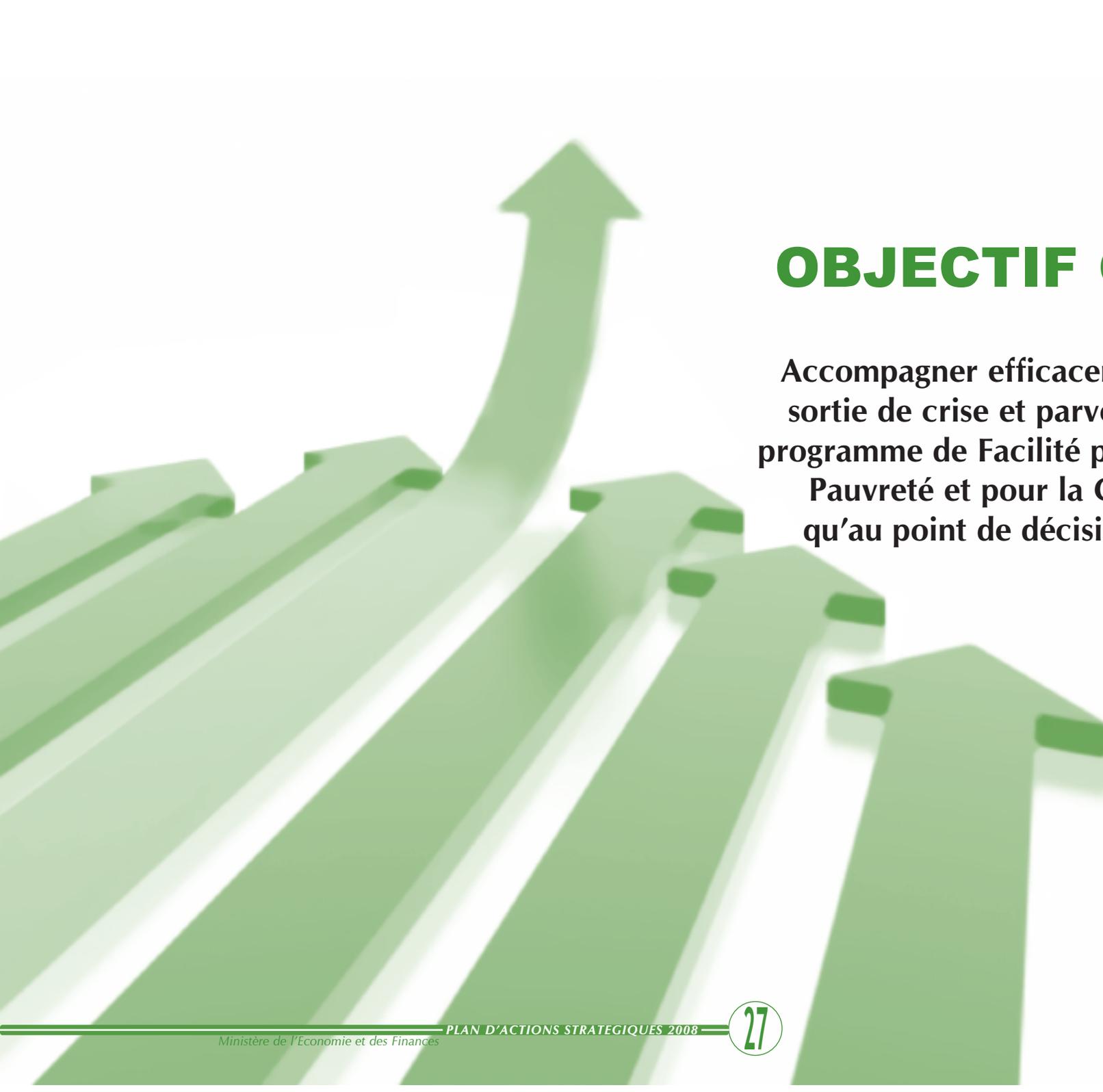
La preuve de réalisation est la pièce justificative permettant de montrer que l'action concrète a été effectivement mise en œuvre. Elle peut se présenter sous plusieurs formes (PV, états des présences, actes formels, rapports, etc.).

II.8 - Barème de notation

Chaque action concrète sera appréciée par une note attribuée selon un barème préalablement défini. Les notes seront liées aux preuves apportées et au niveau de réalisation atteint dans le cadre de la mise en œuvre de l'action concrète.

Chaque action concrète est notée sur 10, en tenant compte des preuves et du niveau de réalisation.





OBJECTIF GENERAL :

Accompagner efficacement le programme de sortie de crise et parvenir à la conclusion du programme de Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) ainsi qu'au point de décision de l'initiative PPTe.



TABLEAUX SYNOPTIQUES DES OBJECTIFS SPECIFIQUES A REALISER

OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : RENFORCER LE ROLE DE VEILLE SUR LES PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°1 : Privilégier l'anticipation et la proaction dans le suivi des différents indicateurs

1/ Mettre en place un nouveau logiciel de prévisions économiques	Disposer d'un nouvel outil de traitement des informations économiques	DGE	31 décembre	- Nouvel outil disponible	- Contrat signé avec le consultant - Rapport d'étape - PV d'installation	2 3 5
2/ Tenir des réunions périodiques consacrées au suivi du comportement des agrégats économiques	Disposer trimestriellement de statistiques fiables sur les agrégats macro économiques	DGE	31 décembre	- Nombre de réunions tenues / nombres de réunions prévues - Etats statistiques disponibles	- Copie des états statistiques - Comptes rendus des réunions - Etat des présences	4 4 2

Politique d'Action n° 2 : Améliorer la coordination et la production de statistiques

3/ Produire un guide de procédures de la coordination statistique	us meme Doter l'ensemble des Services du guide	DGTCP	31 décembre	Nombre de Services disposant du guide / nombre total de services	- Guide de procédures de la coordination statistique - Soit transmis du guide aux différents destinataires	5 5
4/ Mettre en place et rendre fonctionnelles les cellules statistiques dans les services centraux non encore pourvus	Pourvoir 8 services de production de statistiques primaires en points focaux	DGTCP	31 décembre	Nombre de services pourvus/ nombre total de services	- Acte de création des cellules - Acte de désignation des correspondants - Rapport de fonctionnement	4 3 3

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
5/ Rendre fonctionnelle la version V4.126 du progiciel ASTER	Disposer d'une version améliorée du progiciel ASTER	DGTCP	31 décembre	Nouvelle version V4.126 fonctionnelle	- Rapport de test de fonctionnalité - Rapport de mise en exploitation de la nouvelle version	5 5
6/ Installer une application destinée au renseignement automatisé des documents comptables	Doter 10 postes pilotes d'une application permettant le traitement automatisé des documents comptables	DGTCP	31 décembre	- Nombre de postes pilotes dotés / nombre de postes pilotes prévus - Guide disponible	- PV d'installation de l'application - Rapport du Test de fonctionnalité de l'application - Copie du guide utilisateur	3 4 3
7/ Installer le logiciel « enclave » dans 3 postes pilotes	Doter 3 paieries à l'étranger du logiciel « enclave »	DGTCP	31 décembre	Nombre de paieries dotées / nombre de paieries prévues	PV d'installation du logiciel dans les 3 postes	10
8/ Produire périodiquement les données économiques, financières et sociales dans les délais	Publier : - mensuellement, la lettre de conjoncture et le TOFE - trimestriellement, la note de conjoncture et les indicateurs macroéconomiques	DGE	31 décembre	Nombre de documents produits dans le délai / nombre de documents prévus	- Documents produits - Délai respecté	6 4

Politique d'Action n°3 : Définir une politique de relance économique

9/ Conduire efficacement l'AUPC 2	Conclure la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC) avec le FMI	DGE	31 décembre	FRPC conclu	- Aide mémoire des missions d'évaluation de l'AUPC 2 - Copie du programme FRPC conclu	5 5
-----------------------------------	---	-----	-------------	-------------	--	--------

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°4 : Déterminer les conditions de compétitivité du secteur privé

10/ Organiser un séminaire sur la compétitivité du secteur privé	Identifier les facteurs bloquants et déterminer les nouveaux critères de compétitivité du secteur privé	DGE	31 décembre	- Facteurs bloquants identifiés	- TDR	2
				- Nouveaux critères déterminés	- Etat des présences	2
					- Actes du séminaire	6

Politique d'Action n°5 : Suivre et renforcer les réformes des principales filières de l'économie

11/ Veiller à la mise en œuvre des recommandations issues des missions d'audit des secteurs des hydrocarbures et de l'électricité	S'assurer de la mise en œuvre de 80% des recommandations	DGE	31 décembre	Nombre de recommandations mises en œuvre / nombre total de recommandations	- Synthèse de recommandations	2
					- Etat d'exécution des recommandations	8

OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : IMPULSER LE PROCESSUS D'INTEGRATION SOUS REGIONALE

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°1 : Marquer la présence de la Côte d'Ivoire dans l'animation des institutions communautaires

1/ Elaborer un répertoire des actes communautaires	Disposer du répertoire des actes communautaires	DGE	30 juin	Répertoire disponible	Copie du répertoire	10
2/ Organiser une rencontre sur la déductibilité des provisions techniques des banques dans le cadre du FAF-UEMOA	Définir les mesures communes de traitement fiscal des provisions techniques des banques	DGI	31 décembre	Mesures communes définies	- TDR - Résolutions du séminaire	2 8
3/ Relancer le processus d'adoption d'une convention fiscale des pays de l'UEMOA	Disposer d'un compte rendu de rencontre du FAF-UEMOA déterminant la nature juridique du texte de la convention	DGI	31 décembre	Projet de texte FAF-UEMOA soumis au conseil des Ministres UEMOA disponible	Courrier de transmission du projet de texte au conseil des Ministres	10
4/ Vendre les tickets de la Tranche Commune Entente (TCE)	Réaliser 210 millions de chiffre d'affaires	LONACI	31 décembre	Chiffre d'affaires réalisés / chiffre d'affaires prévu	Rapport d'activité	10
5/ Poursuivre le déploiement du SIGFiP dans la sous région	Déployer le SIGFiP au Togo et en Guinée Bissau	SNDI	31 décembre	Nombre de pays dotés du SIGFiP / nombre de pays prévu	- Fiche d'exécution des travaux - Rapport d'étape - PV de réception	3 3 4
6/ Organiser un atelier de formation aux métiers spécifiques des institutions membres du RAFPRO	Renforcer les capacités de 16 conseillers en ingénierie de la formation	FDFP	30 Juin	Taux de participation	- TDR - Rapport de l'atelier - Etat des présences	2 6 2

Politique d'Action n°2 : Renforcer la mise en œuvre des directives et recommandations communautaires

7/ Elaborer un document de programme pluriannuel de convergence	Disposer du programme pluriannuel de convergence pour la Côte d'Ivoire 2008-2011 à transmettre à l'UEMOA	DGE	30 juin	Document disponible	- Comptes rendus de réunions préparatoires - Programme pluriannuel - Soit transmis à l'UEMOA	3 4 3
---	--	-----	---------	---------------------	--	-------------

OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : CONSOLIDER LA NORMALISATION DE LA GESTION BUDGETAIRE ET DONNER AU BUDGET LA PLENITUDE DE SON ROLE D'INSTRUMENT DE RELANCE ECONOMIQUE

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
---	-------------------------	----------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°1 : Maîtriser et accroître l'efficacité de la dépense publique

1/ Ajuster les puissances souscrites par l'administration sur les factures d'électricité	Réduire de 10% les pénalités sur les factures d'électricité à moyenne tension	DGBF	31 décembre	Taux de réduction des pénalités	- Rapport d'activités - Etat statistique 2007/2008 sur les pénalités	6 4
2/ Installer des équipements d'économie d'énergie dans les Immeubles à Grande Hauteur (IGH)	Réduire de 30% les consommations d'électricité	DGBF	31 décembre	Taux de réduction des consommations	- Rapport d'activités - Contrat signé avec le prestataire de service - Etat statistique 2007-2008	4 4 2
3/ Créer et installer l'Observatoire National des Marchés Publics (ONMP) conformément à la feuille de route Partie Ivoirienne / Partenaire au Développement	Disposer d'un instrument de veille sur la régularité des opérations de passation des marchés publics	DGBF	30 juin	Instrument de veille disponible	- Texte de création - Texte de nomination des membres - PV d'installation	4 3 3
4/ Prendre un arrêté relatif à la nomenclature budgétaire	Mettre à jour la nomenclature budgétaire	DGBF	31 décembre	Nomenclature budgétaire actualisée	Copie de l'arrêté signé	10
5/ Produire un guide de classification des dépenses	Mettre un glossaire à la disposition des DAAF et des Contrôleurs Financiers	DGBF	31 décembre	Nombre de DAAF et CF disposant du glossaire / nombre total	- Exemple du Guide - Rapport de diffusion	5 5
6/ Installer des organes opérationnels (coordination sectorielle au sein des Ministères, commissions consultatives des marchés publics, commission administrative de conciliation, commission paritaire de conciliation)	Rendre fonctionnels 4 organes dans 95% des Ministères	DGBF	31 décembre	Nombre de ministères dotés d'organes fonctionnels / nombre total de Ministères	- Synthèse des rapports d'installation - Synthèse des rapports de fonctionnement des 4 organes	5 5

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

7/ Finaliser l'étude sur les « Prix de référence » pour les achats publics	Disposer d'un catalogue de prix de référence	DGBF	31 décembre	Catalogue disponible	Exemplaire du catalogue de prix de référence	10
--	--	------	-------------	----------------------	--	----

Politique d'Action n° 2 : Renforcer le suivi des acquisitions de l'Etat

8/ Organiser un séminaire sur la comptabilité administrative et la comptabilité matières	Définir un cadre de mise en oeuvre de la comptabilité matières et adopter les supports de la comptabilité administrative	IGF	31 décembre	<ul style="list-style-type: none"> - Cadre de mise en oeuvre défini - Supports de comptabilité administrative disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> - Actes du séminaire - Manuel de procédures - Documents comptables - Projets de texte 	<ul style="list-style-type: none"> 4 2 2 2
--	--	-----	-------------	---	--	--

Politique d'Action n° 3 : Renforcer les instruments et méthodes de préparation du Budget

9/ Organiser un séminaire de réflexion sur la mise en oeuvre du Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT)	Disposer d'un cadre de référence pour la mise en oeuvre du CDMT	DGBF	31 décembre	Cadre de référence disponible	<ul style="list-style-type: none"> - TDR actualisés - Actes du séminaire - Cadre de référence 	<ul style="list-style-type: none"> 2 3 5
10/ Elaborer un chronogramme de préparation du budget 2009	Rendre disponible un chronogramme formel de préparation du budget 2009	DGBF	30 juin	Chronogramme d'élaboration du budget 2009	Copie du Chronogramme	10

OBJECTIF SPECIFIQUE 4 : POURSUIVRE LES REFORMES ET LES ACTIONS DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CONTREBANDE ET LA CONTREFAÇON AVEC LE SECTEUR PRIVE

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°1 : Elargir et dynamiser la plate forme commune de lutte contre la fraude, la contrebande et la contrefaçon

1/ Faire appliquer les dispositions relatives aux importateurs contenues dans l'annexe fiscale 2008	Amener les importateurs à déclarer leurs entrepôts	DGI	30 juin	Nombre d'entrepôts déclarés	Liste des importateurs déclarant leurs entrepôts	10
2/ Organiser un séminaire sur la lutte contre la fraude fiscale avec le secteur privé	Dresser un bilan des mesures existantes et définir une plate forme commune de lutte contre la fraude fiscale	DGI	31 décembre	- Bilan élaboré - Plate forme définie	- TDR - Actes du séminaire - Document bilan - Projet de plate forme	2 4 2 2
3/ Reformuler le cadastre	Disposer d'un projet de texte	DGI	31 décembre	Projet de texte disponible	Courrier de transmission du texte au Ministre	10

Politique d'Action n°2 : Renforcer les actions de surveillance et de lutte contre le blanchiment d'argent et autres formes de fraude

4/ Former et sensibiliser le personnel sur la lutte contre le blanchiment d'argent	Former et sensibiliser 80% du personnel sur la lutte contre le blanchiment d'argent	BHCI	31 décembre	Nombre d'agents formés / effectif total d'agents de la banque	- TDR - Etat des présences - Rapport de formation	2 2 6
5/ Interconnecter les systèmes informatiques douaniers de la CEDEAO	Interconnecter 30% des Etats de la CEDEAO	DGD	31 décembre	Nombre d'Etats interconnectés sur l'ensemble des Etats de la CEDEAO	Rapport d'interconnexion avec les Etats	10

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
6/ Organiser la réunion des Directeurs Généraux des Douanes de l'Union Africaine à Abidjan	Disposer d'un document stratégique unique de lutte contre la fraude au niveau africain	DGD	31 décembre	Document stratégique disponible	- CR de la réunion - Copie du document stratégique - Etat des présences	4 4 2
7/ Acquérir une nouvelle solution informatique de lutte contre le blanchiment de capitaux	Disposer d'une solution informatique de lutte contre le blanchiment de capitaux	BNI	31 décembre	Solution informatique disponible	- Convention avec le prestataire - Rapport d'étape - PV de fonctionnement de la solution	3 3 4

Politique d'Action n° 3 : Assurer la fluidité des procédures d'enlèvement des marchandises et sécurisation des recettes

8/ Déployer le SYDAM World auprès des opérateurs	Disposer d'un outil performant de gestion des opérations de dédouanement	DGD	30 juin	Outil disponible	Acte administratif de mise en service officielle du Sydam World	10
9/ Mettre en œuvre une nouvelle procédure de la délivrance des Bons à Enlever	Réduire à 48 heures le délai de délivrance des Bons à 80% des usagers	DGD	31 décembre	Délais respectés	- Actes administratifs - Etat statistique	3 7
10/ Organiser un séminaire sur la révision des valeurs mercuriales du bois	Disposer d'une réglementation actualisée	DGD	31 décembre	Réglementation actualisée	- Termes de références - Actes du séminaire - Copie de la nouvelle réglementation	2 4 4

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n° 4 : Renforcer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale

11/ Créer et rendre fonctionnelle une brigade d'évaluation et de contrôle des risques liés aux importations	Disposer d'un organe opérationnel de contrôle des documents d'importation	DGI	30 juin	Brigade fonctionnelle	Actes de création	10
12/ Créer un cadre de travail formel avec l'APBEF-CI pour la prise en charge par les banques de la Déclaration Anticipée d'Importation (DAI) en matière d'évaluation	Réduire de 75% le nombre de DAI mal renseignés	DGD	31 décembre	Taux de réduction	- Actes de création du cadre de travail - Etats statistiques	5 5
13/ Marquer biologiquement les produits pétroliers	Disposer d'un système opérationnel de lutte contre la fraude sur les hydrocarbures	DGD	31 Décembre	Système de lutte disponible	- Convention avec le prestataire - Rapport de marquage - Circulaire du DG	4 4 2
14/ Intensifier les missions de contrôle sur les marchandises en transit	Réduire de 50% les cas de fraude sur le régime de transit	DGD	31 décembre	Taux de réduction	- Rapports de mission - Etats comparatifs 2007-2008	5 5
15/ Développer et mettre en service une nouvelle application de gestion informatisée des décisions d'AT, des tableaux prévisionnels, des espèces autorisées en entrepôt, des cautions d'entrepôt et des décisions d'exonération	Disposer d'un outil de gestion performant des décisions d'AT, des tableaux prévisionnels, des espèces autorisées en entrepôt, des cautions d'entrepôt et des décisions d'exonération	DGD	31 décembre	Outil de gestion opérationnel	- PV d'installation - Rapport du test de fonctionnalité	5 5
16/ Contrôler la destination finale des marchandises bénéficiant d'exonérations	Vérifier 50 % des destinations finales des exonérations accordées	DGD	31 décembre	Nombre de structures visitées / nombre d'exonérations accordées	Synthèse des rapports de missions	10
17/ Actualiser la réglementation sur les activités d'avitaillement	Disposer d'une réglementation actualisée	DGD	30 Juin	Textes actualisés	- Projets de texte actualisés - Bordereau d'envoi	8 2

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n° 5 : Finaliser un schéma réaliste de redéploiement des services en vue de parvenir à l'unicité de caisse

18/ Réhabiliter les locaux à usage administratif dans les zones CNO et y redéployer l'administration douanière	Rétablir le cordon douanier sur l'ensemble du territoire	DGD	31 décembre	Cordon douanier rétabli	<ul style="list-style-type: none"> - Etat des locaux réhabilités - Acte d'affectation des agents - Certificat de prise de service 	<p>6</p> <p>2</p> <p>2</p>
19/ Réhabiliter les locaux et nommer les Chefs de Service d'assiette et les Receveurs dans les zones CNO	Redéployer les agents nommés dans 4 Directions Régionales	DGI	31 décembre	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de locaux réhabilités / nombre prévu - Nombre de chefs de Service et de Receveurs affectés / nombre prévu 	<ul style="list-style-type: none"> - PV de réception des travaux - Actes de nomination 	<p>2</p> <p>8</p>

OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : CONFORTER LA MAITRISE DU TISSU FISCAL

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°1 : Accroître le recouvrement des taxes et impôts

1/ Conduire des missions d'information et de sensibilisation à l'endroit des Centres des Impôts (CDI) de l'intérieur du pays	Sensibiliser le personnel dans 80% des CDI fonctionnels à l'intérieur du pays au traitement rapide des chèques FDFP	FDFP	31 décembre	Nombre de CDI visités / nombre de CDI fonctionnels de l'intérieur	Rapport de mission	10
2/ Créer une cellule des ITS	Améliorer le niveau des recettes des ITS	DGI	31 décembre	Niveau de recettes ITS 2008 par rapport à 2007	Acte de création de la cellule	10

Politique d'Action n°2 : Optimiser la gestion de certains secteurs d'activités

3/ Créer une structure de coordination et d'encadrement des cellules de gestion des grandes filières agricoles (secteurs café-cacao, bois et oléagineux)	Proposer au MEF un projet de création de Sous-Direction chargée des grandes filières agricoles et nomination du responsable	DGI	30 juin	Sous-Direction créée	Acte de création	10
4/ Organiser un séminaire sur les PME et PMI	Disposer d'un document stratégique relatif à l'optimisation des recettes fiscales des PME et PMI	DGI	31 décembre	Document stratégique élaboré	- TDR - Actes du séminaire - Copie du Document Stratégique	2 4 4
5/ Réaliser deux études techniques relatives à la contribution fiscale des secteurs de l'électroménager et du textile	Déterminer la contribution de ces secteurs aux recettes fiscales et identifier les circuits de fraude	DGI	31 décembre	- Niveau de contribution - Circuits de fraude identifiés	- TDR - Les 2 rapports d'étude	2 8

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
6/ Organiser un Séminaire sur la fiscalité des collectivités locales	Définir une plate forme commune d'application des mesures fiscales dans les collectivités locales	DGI	31 décembre	Plate forme définie	- TDR - Actes du séminaire - Copie de la plate forme	2 5 3
7/ Elaborer un projet de loi portant régime de la propriété foncière	Disposer d'un nouveau régime de la propriété foncière	DGI	31 décembre	Nouveau régime de la propriété foncière disponible	- Copie du projet de loi - Bordereau d'envoi	8 2



OBJECTIF SPECIFIQUE 6 : ELABORER UNE STRATEGIE EFFICACE DE GESTION DE LA TRESORERIE ET DE TRAITEMENT QUALITATIF DES ENGAGEMENTS DE L'ETAT

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°1 : Optimiser la gestion de trésorerie de l'Etat

1/ Organiser un séminaire-atelier sur la prévision et la programmation de la trésorerie de l'Etat	Disposer d'un outil commun de gestion rationnelle de la trésorerie de l'Etat	DGTCP	31 décembre	Outil de gestion disponible	- TDR - Actes du séminaire - Spécimen de l'outil	2 4 4
2/ Organiser un séminaire- atelier sur le recouvrement des recettes non fiscales	Définir les stratégies idoines pour optimiser le recouvrement des recettes non fiscales	DGTCP	31 décembre	Documents de stratégie disponibles	- TDR - Actes du séminaire - Copie du document de stratégie	2 4 4

Politique d'Action n°2 : Promouvoir la culture financière et boursière

3/ Réaliser des émissions télévisées sur les placements financiers sains et éditer un livret de vulgarisation de l'emprunt obligataire	Améliorer de 10% le niveau de souscription des particuliers aux titres d'Etat	DGTCP	31 décembre	Taux de souscription des particuliers	- Preuves des passages télé - Livret - Etat comparatif du taux des souscriptions 2007-2008	3 3 4
--	---	-------	-------------	---------------------------------------	--	-------------

Politique d'Action n°3 : Améliorer la gestion des projets cofinancés

4/ Mettre en place un logiciel de gestion des projets cofinancés	Disposer d'un outil de gestion des projets cofinancés	DGTCP	31 décembre	Outil de gestion disponible	- PV d'installation - Test de fonctionnalité	5 5
--	---	-------	-------------	-----------------------------	---	--------

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°4 : Identifier et améliorer le recouvrement des recettes non fiscales

5/ Effectuer des missions d'identification des recettes des services dans 10 Ministères	Disposer d'une cartographie des régies de recettes à installer	IGF	31 décembre	Nombre de Ministères visités / nombre prévu	- Rapport de visite - Cartographie des régies à créer	6 4
---	--	-----	-------------	---	--	--------

Politique d'Action n°5 : Dégager une politique de mobilisation des ressources relatives aux crédits carbone

6/ Réaliser des émissions télévisées sur les placements financiers sains et éditer un livret de vulgarisation de l'emprunt obligataire	Obtenir un accord de financement pour la dépollution, l'aménagement et l'exploitation de l'espace lagunaire	BNI	31 décembre	Convention de financement signée	Copie de la convention de financement signée	10
--	---	-----	-------------	----------------------------------	--	----

OBJECTIF SPECIFIQUE 7 : VEILLER A L'APPLICATION EFFECTIVE DES RECOMMANDATIONS DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n° 1 : Poursuivre l'assainissement des banques, établissements financiers et institutions de micro finance

1/ Procéder aux différentes vérifications et délivrer des cartes professionnelles aux institutions de micro finance en règle	Régulariser la situation d'au moins 50% des institutions de micro finance d'Abidjan présentant des produits d'assurance	DGTCP	31 décembre	Taux de régularisation	<ul style="list-style-type: none"> - Liste des institutions concernées - PV de vérification - Rapport relatif à la délivrance des cartes professionnelles 	2 4 4
2/ Réaliser une étude sur le respect du niveau minimum d'investissement des sociétés d'assurance dans les emprunts à caractère public	Disposer d'une cartographie des sociétés d'assurances agréées	DGTCP	31 décembre	Cartographie des sociétés disponible	<ul style="list-style-type: none"> - TDR - Rapport d'étude 	2 8
3/ Renforcer le dispositif de recouvrement des créances en souffrance	réduire de 10% le niveau des créances en souffrance	BHCI	31 décembre	Taux de réduction	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports sur la révision du portefeuille soumis à la commission bancaire - Etats statistiques de recouvrement 2007-2008 	5 5
4/ Finaliser les plans de continuité d'exploitation	Couvrir 80% des traitements opérationnels dans les plans	BNI	31 décembre	Taux de couverture	Rapport de validation des plans	10
5/ Suivre la convention de titrisation des créances signées par l'Etat le 28 décembre 2006	Recouvrer l'ensemble des certificats d'obligations échues en 2008 (24 milliards de F CFA)	BNI	31 décembre	Montant payé / montant dû	Preuve de règlement	10
6/ Réintroduire le dossier de demande d'agrément auprès de la Commission Bancaire de l'UMOA	Obtenir l'agrément Bancaire	Caisse d'Epargne	31 décembre	Décision d'agrément	Notification de la décision de la Commission Bancaire	10

OBJECTIF SPECIFIQUE 8 : INTENSIFIER ET ASSURER UNE BONNE COORDINATION DES MISSIONS DE CONTROLE ET D'INSPECTION

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°1 : Accroître et rendre efficace les missions d'audit et de contrôle

1/ Elaborer un projet de loi portant modification de la loi n°98-388 relative aux EPN	Doter les EPN de textes actualisés	DGBF	31 décembre	Texte actualisé	- Copie du projet de loi - Copie du bordereau de transmission au Cabinet du MEF	8 2
2/ Créer et rendre fonctionnelles des antennes régionales d'Inspection	Disposer de 2 antennes régionales d'Inspection fonctionnelles	DGI	31 décembre	Nombre d'antennes régionales créées/nombre total prévu	- Actes de création - Rapport d'activités - Actes de nomination	4 3 3
3/ Elaborer une procédure de suivi des conclusions des audits effectués	Disposer d'un document de suivi	DGI	31 décembre	Document de suivi disponible	Copie de la procédure	10

Politique d'Action n°2 : Assurer la synergie dans la conduite des missions de contrôle entre les services d'inspection et de contrôle du Ministère

4/ Finaliser le mémorandum sur l'organisation et le fonctionnement des services de contrôle et d'inspection du Ministère	Disposer d'un document d'harmonisation des méthodes de travail des services de contrôle et d'inspection	IGF	31 décembre	Mémorandum disponible	Copie du mémorandum	10
--	---	-----	-------------	-----------------------	---------------------	----

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°3 : Renforcer le respect des règles de gouvernance

5/ Créer et rendre opérationnel un comité d'audit interne	Disposer d'un comité d'audit interne fonctionnel	BHCI	31 décembre	Comité d'audit fonctionnel	- PV du conseil d'administration - Rapport d'activités	6 4
6/ Mettre en place un comité Interministériel d'évaluation des pratiques en matière de transparence des finances publiques au regard du code de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques du FMI	Produire le rapport d'évaluation relatif à la transparence des finances publiques en Côte d'Ivoire	IGF	30 juin	Rapport disponible	- Actes de création du comité interministériel - Compte Rendu des réunions du Comité - Rapport d'évaluation	2 3 5
7/ Elaborer et exécuter un programme pour l'assistance des administrateurs représentant l'Etat au sein des entreprises publiques	Disposer d'un programme d'assistance	DGE	31 décembre	Nombre d'administrateurs assistés/ nombre total d'administrateurs	- Programme d'assistance - Rapport d'activités du point focal	3 7
8/ Elaborer des conventions et des contrats plans avec les entreprises publiques	Disposer de 20 conventions et contrats plans signés	DGE	31 décembre	Nombre de conventions et contrats plans signés/ nombre total prévu	- PV de séances de travail avec les entreprises concernées - Projet de conventions et contrats plans - Copie de convention et de contrats plans signés	2 3 5
9/ Elaborer des plans de redressement des Entreprises publiques en difficultés au 1 ^{er} janvier 2008	Améliorer de 10% la gestion des entreprises publiques en difficulté au 31/12/2007	DGE	31 décembre	Nombre d'entreprises publiques ayant bénéficié du plan de redressement/ nombre d'entreprises en difficultés identifiées	- PV de séances de travail avec les structures - Copie des plans de redressement	4 6

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°4 : Réaffirmer la tutelle économique et financière dans les circonscriptions administratives

10/ Affecter les Contrôleurs Financiers recrutés et formés en 2007	Pouvoir aux besoins des services et régions qui manquent de Contrôleurs Financiers	DGBF	30 juin	Nombre de Contrôleurs affectés / nombre de Contrôleurs formés	- Note d'affectation - Certificat de prise de service	5 5
11/ Recruter de nouveaux Contrôleurs Financiers	Accroître de 14 l'effectif des Contrôleurs Financiers	DGBF	31 décembre	Nombre de contrôleurs recrutés / nombre prévu	Résultats des tests de recrutement	10
12/ Créer de nouveaux services de Contrôle des Administrations publiques au niveau du District d'Abidjan	Accroître de 3 le nombre de services du Contrôle Financier du District d'Abidjan	DGBF	30 juin	Nombre de services créés / nombre prévu	Actes portant création des nouveaux services	10

OBJECTIF SPECIFIQUE 9 : AMELIORER LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°1 : Produire et diffuser dans les délais les informations économiques et financières

1/ Elaborer un texte portant création et fonctionnement du comité de loi de règlement	Doter l'Etat d'un cadre formel de production des lois de règlement	DGBF	31 décembre	Existence d'un comité formel de loi de règlement	Arrêté portant création du comité	10
2/ Produire et diffuser périodiquement des rapports d'exécution budgétaire	Disposer trimestriellement d'informations sur l'exécution budgétaire (45 jours après la fin du Trimestre)	DGBF	31 décembre	Nombre de rapports produits / nombre prévu (4 rapports)	Copie des rapports diffusés	10
3/ Elaborer et diffuser un manuel d'exécution des crédits en régie et leur régularisation dans le SIGFiP	Mettre un manuel de procédure à la disposition des gestionnaires des régies d'avances	DGBF	31 Décembre	- Manuel disponible - Nombre de régisseurs disposant du manuel / nombre total de régisseurs d'avances	- Exemplaire du manuel - Etat de distribution	7 3
4/ Elaborer et éditer « Le guide de l'Homme d'Affaires »	Disposer d'un guide d'informations économiques destiné aux hommes d'affaires	DGE	31 décembre	Guide d'informations disponible	- Bon à Tirer - Exemplaire du document	4 6
5/ Produire des rapports trimestriels sur l'exécution des crédits budgétaires	Disposer d'un état trimestriel fiable d'exécution du budget	DAAF	31 décembre	Nombre d'états produits	Copie des états trimestriels	10
6/ Réaliser un état des investissements du Ministère de l'Economie et des Finances	Disposer d'un état des investissements du MEF	DAAF	31 décembre	Etat des investissements disponible	Copie de l'état des investissements	10
7/ Produire périodiquement les rapports de synthèse d'exécution financière et physique des crédits budgétaires	Assurer le suivi trimestriel de la cohérence entre les consommations des crédits budgétaires et les réalisations physiques	IGF	31 décembre	Nombre de rapports produits / nombre de rapports prévu	Rapports trimestriels	10

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°2 : Renforcer la communication sur le fonctionnement des jeux mis sur le marché

8/ Vulgariser la réglementation des jeux sur le site Web	Mettre en ligne 95% de la réglementation sur les jeux	LONACI	31 décembre	Nombre de textes en ligne/ nombre de textes existants	- Etat des arrêtés - Copie des pages web	2 8
--	---	--------	-------------	--	---	--------

Politique d'Action n°3 : Mettre à disposition des informations relatives à la gestion du budget et à l'activité des services

9/ Réaliser une étude sur l'évolution de la situation financière et budgétaire du FDFP	Disposer d'un plan de développement du FDFP	FDFP	31 décembre	Plan de développement élaboré	- TDR - Rapport d'étude disponible - Copie du plan de développement	2 4 4
--	---	------	-------------	-------------------------------	---	-------------

Politique d'Action n°4 : Développer des outils de communication interactifs

10/ Mettre en place un dispositif d'information continue du public	Disposer d'un numéro vert et d'un site internet actif	FNS	30 juin	- Numéro vert disponible - Site internet actif	- Numéro vert - Page d'accueil du site	5 5
--	---	-----	---------	---	---	--------

OBJECTIF SPECIFIQUE 10 : ACCROITRE LES POTENTIALITES ET MODERNISER LES OUTILS DE GESTION DES STRUCTURES

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°1 : Finaliser les projets de réorganisation interne

1/ Actualiser le décret 62-143 du 05 mai 1962 portant création du Centre d'Education et de Perfectionnement des Agents des Douanes	Disposer du décret actualisé sur le Centre d'Education et de Perfectionnement des Agents des Douanes	DGD	30 juin	Projet de décret actualisé	- Copie du projet actualisé - Bordereau d'envoi	8 2
2/ Actualiser le Code des Douanes	Disposer d'un texte en cohérence avec les exigences nationales et communautaires	DGD	31 décembre	Code actualisé	- Copie du projet actualisé - Bordereau d'envoi	8 2
3/ Elaborer le texte portant modification du statut du FNS	Obtenir un statut adapté à la mission et à la nature des activités du FNS	FNS	31 décembre	Nouveau statut disponible	- Copie du projet de texte - Bordereau d'envoi	8 2

Politique d'Action n°2 : Améliorer la gestion de l'information

4/ Négocier avec Microsoft la réduction des coûts des logiciels	Obtenir une convention de réduction des coûts de logiciel	SNDI	31 décembre	Convention signée	- Dossier technique - CR de réunion - Copie de la convention signée	4 3 3
5/ Développer des modules presse-bouton d'édition d'états d'exécution du budget	Mettre à la disposition des acteurs du budget 10 nouveaux états statistiques standard	SNDI	31 décembre	Nombre des états programmés	Liste des états programmés	10
6/ Harmoniser la dénomination des adresses Internet gérées par la SNDI conformément aux dispositions du CICG	Harmoniser 95 % des adresses fournies par le CIGG	SNDI	31 décembre	Nombre d'adresses harmonisées / adresses fournies par le CIGG	Liste des comptes harmonisés	10

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
7/ Fournir l'accès Internet et la vidéo conférence à l'UAA, UCA, URES-Daloa et INP-HB	Interconnecter ces universités et grandes écoles identifiées	SNDI	31 décembre	Nombre de sites interconnecté / nombre de sites identifié	- Fiche d'exécution des travaux - Rapport d'étape - PV de réception	3 3 4
8/ Consolider la plate forme technique du système d'information de la pédagogthèque	Disposer d'un système d'archivage fonctionnel	DAAF	31 décembre	Logiciel d'archivage électronique disponible	Rapport sur le test de fonctionnalité	10

Politique d'Action n°3 : Développer et étendre le réseau des structures

9/ Etendre le réseau de la BHCI à l'étranger	Disposer d'un (1) guichet à Montreuil (France)	BHCI	31 décembre	Guichet ouvert	- PV d'ouverture du guichet - Rapport d'activités	5 5
10/ Etendre le réseau de la Caisse d'Epargne	Ouvrir 4 agences dans 4 régions différentes	Caisse d'Epargne	31 décembre	- Nombre d'agences ouvert / nombre d'agences prévu - Nombre de Régions couvert/Nombre de régions prévu	- Procès-verbal de réception des travaux - Note interne d'ouverture d'agences	5 5
11/ Créer et rendre fonctionnelle une antenne régionale	Disposer d'une antenne fonctionnelle à Daloa	FDFP	31 décembre	Antenne fonctionnelle	- PV d'ouverture - Rapport d'activités	5 5

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
12/ Réaliser des projets noyaux	Engager sept (7) projets noyaux dans les territoires d'expérimentation	FDFP	31 décembre	Nombre de projets noyaux / nombre de projets prévu	<ul style="list-style-type: none"> - Sept projets noyaux rédigés - Documents de contractualisation avec les bailleurs sociaux et les collectivités locales - Lettre d'engagement des coordonnateurs des passerelles d'insertion - Liste des jeunes recrutés par les Missions Locales (ML) 	4 2 2 2
13/ Réaliser les passerelles d'insertion	<ul style="list-style-type: none"> - Planter et opérationnaliser 5 régies de territoires - Planter 3 chantiers d'insertions 	FDFP	31 décembre	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de régies de territoires / nombre de régies prévu - Nombre de chantiers d'insertions / nombre de chantiers prévu 	<ul style="list-style-type: none"> - Cahier des charges et programme d'implantation validés - Acte de mise à disposition des terrains, des locaux aménagés et/ou construits – équipés par les collectivités - Liste des jeunes en activités dans les RT dans le cadre de contrats de services - Convention et/ou contrats signés avec les bailleurs sociaux. 	3 3 2 2
14/ Installer 100 nouveaux kiosques et lancer de nouveaux produits à grattage	Accroître le chiffre d'affaires des produits à grattage de 5%	LONACI	31 décembre	Taux d'accroissement du chiffre d'affaires	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'installation des kiosques - Rapport d'activités - Etat comparatif des chiffres d'affaires 2007/2008 	4 4 2

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
15/ Installer de nouveaux centres d'exploitation du Produit PLR	Disposer de 5 nouveaux PLR	LONACI	31 décembre	Nombre de PLR installé / nombre prévu	Rapport d'activité	10
16/ Obtenir l'agrément pour une nouvelle filiale	Rendre fonctionnelle la filiale BNI Gestion	BNI	31 décembre	Filiale BNI Gestion fonctionnelle	- Copie Agrément CREPMF - Rapport d'activités	8 2
17/ Etendre le SIGFiP dans les zones CNO	Connecter 12 nouvelles localités au SIGFiP	DGBF	30 juin	Nombre de localités connectées / nombre prévu	Rapport de connexion	10
18/ Etendre le SIGMAP à de nouveaux acteurs	Connecter au SIGMAP 4 Maîtres d'œuvre publics, 5 Projets, 3 DR Marchés Publics et 6 collectivités	DGBF	31 décembre	Nombre de structures connectées au SIGMAP / nombre prévu	Rapport de connexion	10
19/ Etendre le RICIEPN à 12 nouveaux EPN	Mettre à la disposition des acteurs des 12 EPN un outil d'appui à la gestion	DGBF	31 décembre	Nombre d'EPN connectés / nombre prévu	Rapport de connexion	10

Politique d'Action n°4 : Développer la Monétique et la Télématicque

20/ Acquérir un logiciel e-banking et SMS	Disposer d'un outil de consultation des comptes à distance	BHCI	31 décembre	Logiciel disponible	PV de réception	10
21/ Mettre en service le guichet automatique de billets (GAB) de Bouaké et installer un guichet automatique de billets (GAB) à Korhogo	Disposer de 2 guichets automatiques à Bouaké et Korhogo	BHCI	31 décembre	Nombre de guichet automatiques ouverts / nombre prévu	- PV d'installation - Rapport de mise en service	5 5
22/ Obtenir une affiliation au réseau VISA	Rendre effectif le service des cartes VISA	BNI	31 décembre	Service de VISA fonctionnel	- Convention signée - Rapport de distribution des cartes	5 5

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°5 : Moderniser les outils de gestion

23/ Acquérir et mettre en œuvre une solution de gestion des files d'attente aux caisses	Disposer d'un système de mesure des délais d'attente à l'agence principale	BNI	31/12/2008	Système disponible	<ul style="list-style-type: none"> - Cahier de charges - PV d'installation de la solution - Statistique sur les délais d'attente 	<p style="text-align: right;">2</p> <p style="text-align: right;">6</p> <p style="text-align: right;">2</p>
24/ Développer un modèle de mesure de la rentabilité	Disposer des états de rentabilité de mesure par client/agences/ secteur d'activité	BNI	31/12/2008	Etats de rentabilité disponibles	Copie des états de rentabilité	10
25/ Finaliser la migration vers la nouvelle version de la solution bancaire Orion Finances	Rendre effectif le fonctionnement de 90% des modules de la nouvelle version de la solution bancaire	BNI	31 décembre	Nombre de modules fonctionnels / nombre de modules existants	Rapport sur le fonctionnement de la nouvelle version	10
26/ Intégrer de nouveaux modules au progiciel Métier	Disposer d'un outil opérationnel de suivi de l'utilisation des concours	FNS	31 décembre	Outil disponible	<ul style="list-style-type: none"> - PV d'installation des modules - Rapport du test de fonctionnalité 	<p style="text-align: right;">6</p> <p style="text-align: right;">4</p>
27/ Mettre en place une base centrale de gestion budgétaire des EPN	Disposer d'une base de données budgétaires unique de tous les EPN	DGBF	31 décembre	Nombre d'EPN connectés à la base centrale / nombre total d'EPN connectés au RICI-EPN	<ul style="list-style-type: none"> - PV d'installation de la base - PV de connexion 	<p style="text-align: right;">5</p> <p style="text-align: right;">5</p>
28/ Achever l'étude fonctionnelle et le développement de l'application du logiciel Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat (SIGFAE)	Disposer d'un outil de gestion intégré de traitement des Fonctionnaires et Agents de l'Etat	SNDI	31 décembre	Outil de gestion disponible	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'étude - PV de réception des travaux 	<p style="text-align: right;">5</p> <p style="text-align: right;">5</p>
29/ Réaliser l'étude de faisabilité d'un Datawarehouse de SIGFiP, SIGBUD et SIGMAP	Définir les conditions de réalisation de l'outil de gestion intégré inter opérant avec le SIGFiP, le SIGBUD et le SIGMAP	SNDI	31 décembre	Etude réalisée	Dossier d'analyse fonctionnelle	10

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°6 : Améliorer le cadre de réalisation des opérations de financement

30/ Finaliser et mettre en œuvre la convention de partenariat avec la BRS	Disposer d'un cadre formel de collaboration avec la BRS	FNS	30 juin	Convention signée	Copie de la convention signée	10
---	---	-----	---------	-------------------	-------------------------------	----

Politique d'Action n°6 : Contribuer au développement économique et social

31/ Réaliser l'étude et le financement des projets collectifs	Financer 3 projets collectifs	FNS	31 décembre	Nombre de projets financés / nombre de projets prévus	- Rapport d'étude - PV de délibération du conseil de gestion	4 6
32/ Construire un centre de santé à Korhogo	Mettre à la disposition des populations de Korhogo un centre de santé	LONACI	31 décembre	Centre de santé construit	Procès verbal de réception des travaux	10

OBJECTIF SPECIFIQUE 11 : ŒUVRER AU RENFORCEMENT DES CAPACITES ET A LA MODERNISATION DES OUTILS DE GESTION MANAGERIALE

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°1 : Améliorer la gestion des ressources humaines

1/ Editer et diffuser le code d'éthique et de déontologie	Sensibiliser 90% des agents sur les dispositions du code	DGE DGD DGBF	31 décembre	Nombre d'agents disposant du code / nombre total d'agents	- Exemple du code - Rapport de diffusion	5 5
2/ Elaborer un profil de carrière et instituer une commission de proposition de nomination	Disposer d'un cadre de gestion de carrière et de nomination	DGE DGBF	31 décembre	- Profil de carrière disponible - Commission de nomination instituée	- Profil de carrière - Décision de création de la commission - PV de session de la commission	4 4 2
3/ Achever l'étude technique de description des postes de travail	Disposer d'un document de référence sur la description des postes	DGI	31 décembre	Document de référence élaboré	Copie du document de référence	10
4/ Organiser un atelier sur la gestion du personnel du MEF	Disposer d'un plan intégré de gestion des ressources humaines	DAAF	31 décembre	Document projet rédigé	- TDR - Etat des présences - Rapport d'études	2 2 6
5/ Créer les tables de la base de données de gestion du personnel sous oracle	Faire migrer le logiciel GESPERS vers oracle	DAAF	31 décembre	Migration effectuée	Document technique	10

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°2 : Accroître la formation des personnels

6/ Organiser des séminaires de formation	<ul style="list-style-type: none"> - Former 95% du personnel d'exploitation aux techniques de vente des produits et services bancaires et financiers - Former 95% du personnel du back office aux techniques bancaires, à l'audit bancaire et à la comptabilité bancaire etc. 	Caisse d'Epargne	31 décembre	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'agents d'exploitations formés/ effectif cible - Nombre d'agents du back office formés/ effectif cible 	<ul style="list-style-type: none"> - TDR - Rapport de formation - Etat des présences 	<ul style="list-style-type: none"> 2 6 2
7/ Organiser une session de formation des agents sur les concepts généraux de la qualité et la norme 19011	Sensibiliser 80% du personnel à la Démarche Qualité	IGF	30 juin	Nombre de participants / nombre d'agents	<ul style="list-style-type: none"> - Actes de la session de formation - Etat des présences 	<ul style="list-style-type: none"> 7 3
8/ Former les agents chargés de la lutte contre le trafic des drogues et autres stupéfiants	Renforcer les capacités de 90% des agents chargés de la lutte contre la drogue et autres stupéfiants	DGD	31 décembre	Nombre d'agents formés / effectif cible	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de formation - Etat des présences 	<ul style="list-style-type: none"> 8 2
9/ Installer et rendre opérationnel le Bureau de Renforcement des capacités de l'OMD à Abidjan	Disposer d'un organe régional fonctionnel de renforcement de capacités des agents des Douanes à Abidjan	DGD	31 décembre	Bureau opérationnel	<ul style="list-style-type: none"> - Convention de siège - Rapport d'activités - Actes de nomination des responsables 	<ul style="list-style-type: none"> 4 3 3
10/ Organiser un séminaire sur les règles d'origine préférentielles afférentes aux APE	Faire connaître les dispositions relatives aux APE à 60% des cadres de la Douane	DGD	31 décembre	Nombre de cadres formés / effectif total des cadres	<ul style="list-style-type: none"> - TDR - Actes du séminaire - Etat des présences 	<ul style="list-style-type: none"> 2 6 2
11/ Organiser des ateliers de formation des Agents des services de deuxième ligne aux techniques d'audit comptable et d'enquêtes douanières	Former 80% des agents des services de deuxième ligne	DGD	31 décembre	Nombre d'agents formés / nombre total prévu	<ul style="list-style-type: none"> - TDR - Actes des ateliers - Etat des présences 	<ul style="list-style-type: none"> 2 6 2

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
--	-------------------------	-------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

12/ Adopter et vulgariser une nouvelle nomenclature des domaines de formation	Disposer d'une nomenclature actualisée	FDFP	31 décembre	Nomenclature disponible	- Copie de la nouvelle nomenclature - Rapport des sessions d'information	5 5
13/ Elaborer et exécuter un programme de recyclage des informaticiens de l'Etat	Dispenser 4 modules à 95% d'informaticiens de la DAAF, de la DGTCPC et de la DGBF	SNDI	31 décembre	- Nombre d'informaticiens formés / nombre d'informaticiens prévus - Nombre de modules dispensés / nombre total de modules prévus	- Programme de formation élaborée - Rapport de formation - Etat des présences	4 4 2
14/ Recycler les acteurs du SIGFiP	Former 95% des DAAF et Contrôleurs Financiers à la version 3.0 du SIGFiP	DGBF	30 juin	Nombre d'acteurs formés / nombre prévu	- Rapport de formation - Etat des présences	8 2
15/ Réaliser une enquête de satisfaction relative à la version 3.0 du SIGFiP	Evaluer le taux de satisfaction des utilisateurs	DGBF	31 décembre	Taux de satisfaction	- TDR - Résultats de l'enquête	2 8
16/ Organiser un séminaire de formation des contrôleurs financiers sur le traitement des marchés publics	Former 90% des contrôleurs financiers sur le code et les procédures des Marchés publics	DGBF	31 décembre	Nombre d'agents formés / nombre d'agents prévus	- TDR - Rapport de formation - Etat des présences	2 6 2
17/ Organiser un séminaire sur le management par objectif	Former 95% du personnel au management par objectif	FNS	30 juin	Nombre de personnes formées / effectif total	- TDR - Actes du séminaire - Etat des présences	2 6 2

POLITIQUES D' ACTIONS ET ACTIONS CONCRETES A MENER	OBJECTIFS OPERATIONNELS	STRUCTURES RESPONSABLES	DATE BUTOIR	INDICATEURS DE SUIVI	PREUVES DE REALISATION	BAREME
---	-------------------------	----------------------------	-------------	----------------------	------------------------	--------

Politique d'Action n°3 : Améliorer la qualité du service

18/ Créer et faire fonctionner une Cellule qualité	Disposer d'un cadre formel de management de la qualité	DGBF	31 décembre	Existence d'une Cellule qualité fonctionnelle	- Acte de création de la cellule	4
					- Acte de nomination du responsable	4
					- PV de séance ou rapport de la cellule	2





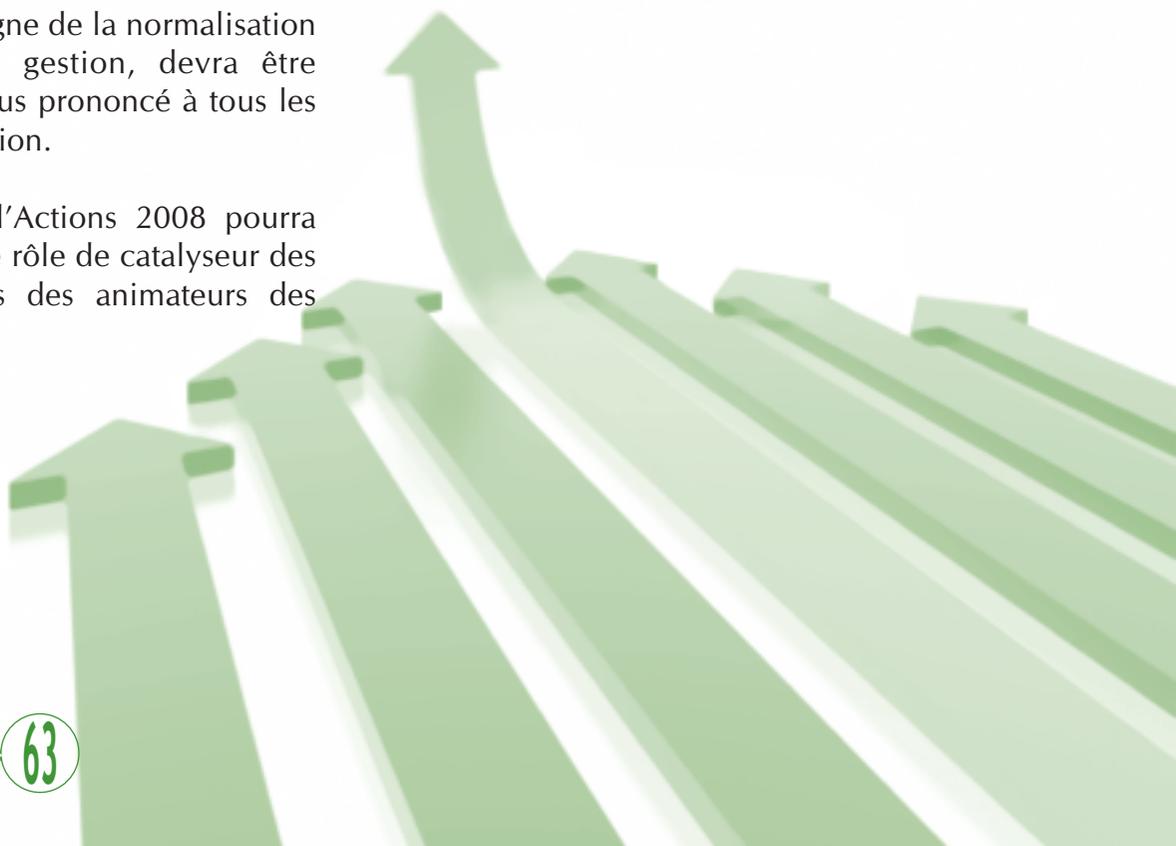
CONCLUSION

L' élan amorcé en 2006 doit être poursuivi par la mise en œuvre efficace des actions inscrites dans le présent Plan d'Actions Stratégiques 2008.

Au-delà des attentes de résultats, c'est surtout l'appropriation de l'exercice par tous les acteurs qui conditionnera la réussite de l'approche collective, solidaire et inclusive que le Ministère entend imprimer à la coordination des activités de l'administration économique et financière.

L'année 2008, placée sous le signe de la normalisation de toutes les procédures de gestion, devra être marquée par un engagement plus prononcé à tous les niveaux de décision et d'exécution.

C'est à ce prix que le Plan d'Actions 2008 pourra efficacement jouer son véritable rôle de catalyseur des efforts individuels et collectifs des animateurs des services du Département.





LISTE DES ABREVIATIONS

ALR	: Avant La Réunion	DAAF	: Direction des Affaires Administratives et Financières
APBEF-CI	: Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers de Côte d'Ivoire	DAI	: Déclaration Anticipée d'Importation
APE	: Accords de Partenariat Economiques	DG	: Directeur Général
ASTER	: Progiciel de gestion de la comptabilité générale de l'Etat et de suivi des comptabilités auxiliaires de la dépense et de la recette	DGBF	: Direction Générale du Budget et des Finances
AT	: Admission Temporaire	DGD	: Direction Générale des Douanes
AUPC	: Assistance d'Urgence Post Conflit	DGE	: Direction Générale de l'Economie
BAD	: Banque Africaine de Développement	DGI	: Direction Générale des Impôts
BHCI	: Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
BNI	: Banque Nationale d'Investissement	DMP	: Direction des Marchés Publics
BRS	: Banque Régionale de Solidarité	DR	: Direction Régionale
CDI	: Centre Des Impôts	DUS	: Droit Unique de Sortie
CDMT	: Cadre des Dépenses à Moyen Terme	EPN	: Etablissement Public National
CE ou CNCE	: Caisse Nationale des Caisses d'Epargne ou La Caisse d'Epargne	FAF-UEMOA	: Forum des Administrations Fiscales de l'UEMOA
CEDEAO	: Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest	FCFA	: Franc de la communauté financière d'Afrique
CF	: Contrôleur Financier	FDFP	: Fonds de Développement de la Formation Professionnelle
CGA	: Centre de Gestion Agréé	FMI	: Fonds Monétaire International
CICG	: Centre d'information et de communication gouvernementale	FNS	: Fonds National de Solidarité pour la Promotion d'Emplois Jeunes
CR	: Compte Rendu	FRPC	: Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance
CREDAF	: Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales	GAB	: Guichet Automatique de Banque
CREPMEF	: Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers	IGF	: Inspection Générale des Finances
		IGH	: Immeuble à Grande Hauteur
		INP-HB	: Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny
		ITS	: Impôt sur les Traitements et Salaires

LONACI : Loterie Nationale de Côte d'Ivoire
MEF : Ministère de l'Economie et des Finances
ML : Missions Locales
OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONMP : Observatoire National des Marché Public
PIB : Produit Intérieur Brut
PLR : Pendant La Réunion
PME : Petite et Moyenne Entreprise
PPTE : Pays Pauvres Très Endettés
PV : Procès-verbal
RAFPRO : Réseau Africain des Institutions et Fonds de Promotion Professionnelle
RICI-EPN : Réseau Informatique de Comptabilité Intégrée des EPN
RT : Régies de Territoires

SIGFAE : Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat
SIGFiP : Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SIGMAP : Système Intégré de Gestion des Marchés Publics
SNDI : Société Nationale de Développement Informatique
SPFP : Société à Participation Financière Publique
SYDAM : Système de Dédouanement Automatisé de Marchandises
TDR : Termes De Référence
TOFE : Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée
UAA : Université d'Abobo Adjamé
UCA : Université Cocody Abidjan
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA : Union Monétaire Ouest Africaine
URES : Unité Régionale d'Enseignement Supérieur
web : www (world wide web « la toile d'araignée mondiale »)



ZEN Création

Graphisme - Edition - Cadeaux d'Entreprise - Régie Publicitaire - Site web

• 06 B.P. 1404 Abidjan 06 • Tél.: (225) 22.42.40.90 / 22.42.52.15 • Fax : (225) 22.42.63.19
• info@zen-creation.net • www.zen-creation.net